

Dynamique et déterminants macroéconomiques du crédit bancaire intérieur au secteur privé au Mali : une évidence empirique

Dynamics and Macroeconomic Determinants of Domestic Bank Credit to the Private Sector in Mali: An Empirical Evidence

Tiessé TRAORE, (Doctorant)

*Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)*

Moussa DIALLO, (Enseignant-Chercheur)

*Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)*

Ibrahim SANOGO, (Assistant)

*Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG) BADALABOUGOU BAMAKO. +223 91 29 90 62
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	TRAORE, T., DIALLO, M., & SANOGO, I. (2026). Dynamique et déterminants macroéconomiques du crédit bancaire intérieur au secteur privé au Mali : une évidence empirique. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 7(12), 116–142. https://doi.org/10.5281/zenodo.22917519
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 08/07/2026

Accepted: 27/09/2026

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 7, Issue 12 (2026)

Dynamique et déterminants macroéconomiques du crédit bancaire intérieur au secteur privé au Mali : une évidence empirique

Résumé

Cette étude analyse la dynamique et les déterminants macroéconomiques du crédit bancaire intérieur fourni au secteur privé au Mali sur la période 1982-2024. Bien que ces déterminants aient été largement documentés dans d'autres contextes, aucun travail empirique ne leur a été spécifiquement consacré dans le cas malien, ce que cette recherche entend combler. En mobilisant un modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL), le test de cointégration aux bornes confirme l'existence d'une relation de long terme stable ($F = 5,95$) entre le crédit et ses déterminants, à savoir la masse monétaire, le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation retenu comme mesure de l'inflation, l'ouverture commerciale et la croissance économique. Les résultats révèlent le rôle prépondérant des conditions monétaires, la masse monétaire exerçant un effet positif et plus que proportionnel sur le crédit avec une élasticité de 1,17, tandis que l'inflation le freine de manière significative. Le terme de correction d'erreur, estimé à -0,41, traduit une convergence graduelle vers l'équilibre de long terme. Sur le plan des implications, ces résultats soulignent que le soutien au financement du secteur privé passe avant tout par un pilotage prudent de la liquidité et par la maîtrise de l'inflation. Apprécisés au regard d'un échantillon limité et d'une période marquée par d'importants chocs politiques et sécuritaires au Mali, ces résultats invitent à intégrer, dans de futurs travaux, des variables institutionnelles et sécuritaires.

Mots clés : Crédit bancaire, Masse monétaire, ARDL, Cointégration, Mali.

JEL Classification : E51 ; E31 ; G21 ; O55.

Type du papier : Recherche empirique.

Abstract

This study analyses the dynamics and macroeconomic determinants of domestic bank credit provided to the private sector in Mali over the period 1982-2024. Although these determinants have been widely documented in other contexts, no empirical work has been specifically devoted to the Malian case, a gap this research seeks to fill. Drawing on an autoregressive distributed lag (ARDL) model, the bounds cointegration test confirms the existence of a stable long-run relationship ($F = 5,95$) between credit and its determinants, namely the money supply, the growth rate of the consumer price index used as a measure of inflation, trade openness and economic growth. The results reveal the predominant role of monetary conditions, with the money supply exerting a positive and more than proportional effect on credit, with an elasticity of 1,17, while inflation significantly curbs it. The error correction term, estimated at -0.41, reflects a gradual convergence towards long-run equilibrium. In terms of implications, these results highlight that supporting the financing of the private sector depends above all on prudent liquidity management and on keeping inflation under control. Assessed in light of a limited sample and a period marked by major political and security shocks in Mali, these results call for the inclusion, in future research, of institutional and security-related variables.

Keywords : Bank credit, Money supply, ARDL, Cointegration, Mali.

Classification JEL : E51 ; E31 ; G21 ; O55.

Paper type : Empirical research.

1. Introduction

Le financement constitue un élément essentiel au fonctionnement et au développement de toute activité économique. À l'instar de tout projet, l'activité productive nécessite des ressources financières permettant de soutenir l'investissement, la production et l'innovation. À cet égard, l'efficacité du financement de l'économie dépend largement du degré de développement du système financier et de la diversité des instruments disponibles pour mobiliser et allouer les ressources. Dans les économies disposant de systèmes financiers profonds et diversifiés, l'accès aux ressources financières est généralement plus aisé. En revanche, dans les pays où le secteur financier reste peu développé, les possibilités de financement demeurent limitées et peuvent constituer un frein à la dynamique économique.

De nombreux travaux empiriques mettent en évidence le rôle central du financement dans la croissance économique. À ce titre, Nyantaky et Sy souligne l'existence d'un lien étroit entre la profondeur financier et la croissance économique (Nyantaky & Sy, 2015), tandis que Ouédraogo met en évidence l'importance de la disponibilité du crédit bancaire dans le soutien à la croissance des économies émergentes et en développement (Ouedraogo, 2017). Dans ce contexte, le crédit bancaire apparaît comme l'un des principaux canaux de financement de l'économie réelle, en particulier dans les pays où les marchés financiers restent peu développés. Dans les pays d'Afrique Subsaharienne, et plus particulièrement au Mali, les systèmes financiers se caractérisent par une profondeur relativement faible et une forte dépendance à l'égard du secteur bancaire. Ce dernier constitue la composante dominante du système financier malien et joue un rôle déterminant dans le financement de l'économie. Ainsi, en 2015 au Mali, les banques détenaient plus de 90 % des actifs financiers du pays (Banque-Mondiale, 2015). Malgré cette position centrale, l'économie malienne demeure confrontée à un paradoxe souvent évoqué dans la littérature qui est l'existence d'un système bancaire relativement liquide alors même que le financement de l'économie reste insuffisant.

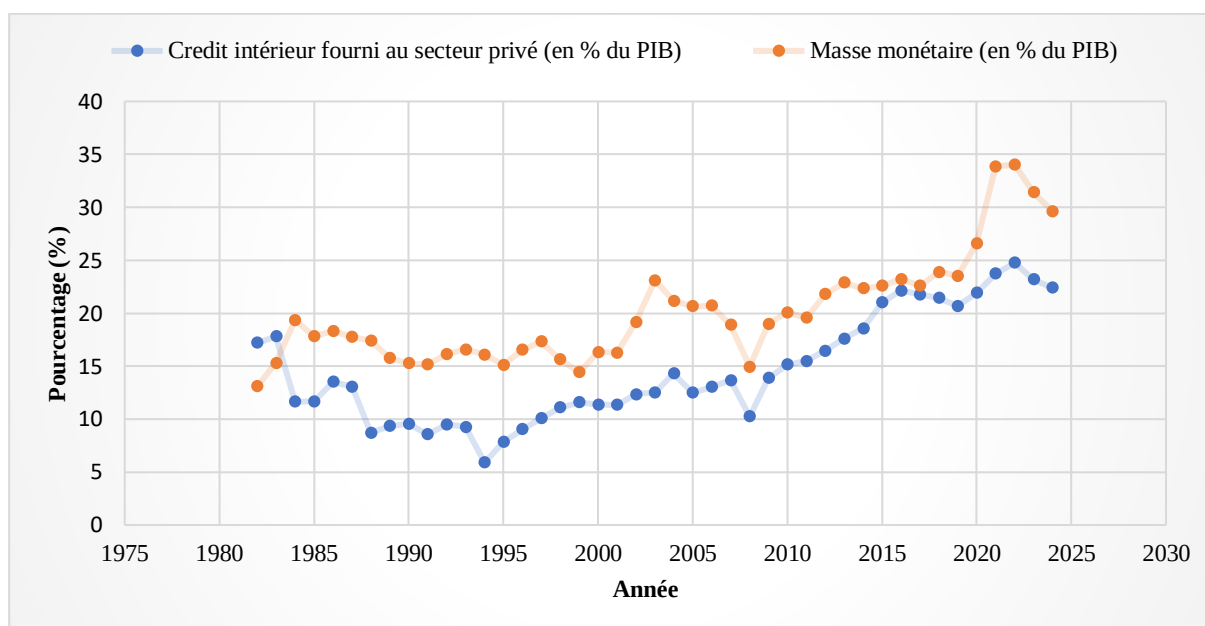
Dans la littérature économique, les facteurs expliquant l'évolution du crédit bancaire sont généralement analysés à partir de deux grandes catégories de déterminants : les facteurs microéconomiques et les facteurs macroéconomiques. Les déterminants microéconomiques sont principalement liés aux caractéristiques des emprunteurs et aux conditions d'octroi du crédit. Plusieurs études soulignent ainsi l'importance des asymétries d'information, des problèmes de garanties, du rationnement du crédit ou encore des difficultés de gestion des entreprises (Togola, Coulibaly, & Ballo, 2025), (Pawo, 2020), (Laoukili & Bouzid, 2024), (Niyuhire, 2023), (Anairi & Radi, 2017). Ces contraintes apparaissent particulièrement importantes dans le cas des Petites et Moyennes Entreprises (PME), qui représentent une part majeure du tissu productif malien. Selon certaines données comme celles de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), les PME représentaient en 2016 entre 80% et 95% des entreprises recensées dans l'union (BCEAO, 2016). Dans ce contexte, les difficultés d'accès au crédit ne concernent pas uniquement les PME, mais touchent plus largement une grande partie du secteur productif (Doumbia, 2011).

Par ailleurs, au-delà des facteurs microéconomiques, le niveau de crédit bancaire peut également être influencé par un ensemble de variables macroéconomiques. Parmi celles-ci figurent notamment le niveau de l'activité économique, de l'inflation, des taux d'intérêt, de la liquidité bancaire ou encore la masse monétaire. Ces différents facteurs reflètent quant à elles les conditions économiques globales dans lesquelles évoluent ces institutions bancaires et pouvant par conséquent affecter leur capacité ou leur volonté d'accorder des prêts.

Toutefois, si la littérature économique s'est largement intéressée à la relation entre le crédit bancaire et la croissance économique comme celles de (Bamba, Togola, Maïga, & Diawara, 2023), notamment dans le sens de l'impact du crédit sur la performance économique, les travaux portant spécifiquement sur les déterminants macroéconomiques du crédit bancaire accordé au

secteur privé demeurent relativement limités, en particulier dans le contexte malien. Cette situation met en évidence l'existence d'un vide empirique concernant les facteurs macroéconomiques susceptibles d'expliquer l'évolution du crédit bancaire à destination du secteur privé au Mali. Ainsi, sur le plan scientifique, cette étude entend contribuer à la littérature sur les déterminants du crédit bancaire au secteur privé dans l'espace UEMOA en adoptant une perspective centrée sur les conditions macroéconomiques propres au contexte malien. Alors que plusieurs travaux consacrés à l'UEMOA privilégient l'analyse du canal de transmission de la politique monétaire, les caractéristiques des établissements bancaires ou encore l'interaction entre l'offre et la demande de crédit, la présente étude retient une approche agrégée fondée sur quatre déterminants macroéconomiques : la masse monétaire, l'inflation, l'ouverture commerciale et la croissance économique.

Figure 1 : Dynamique du crédit privé et expansion monétaire au Mali



Source : Elaboré par les auteurs à partir des données de la BCEAO et de la Banque Mondiale.

L'examen de la dynamique entre le crédit fourni au secteur privé et la masse monétaire met en évidence une tendance globalement à la hausse des deux séries sur la période 1982-2024, traduisant une évolution progressive des conditions monétaires et du financement de l'économie malienne. En particulier, la progression de la masse monétaire au Mali au cours des dernières décennies suggère une augmentation des liquidités disponibles au sein de l'économie et un élargissement des ressources monétaires mobilisables par le système financier. Parallèlement, l'augmentation du crédit intérieur au secteur privé reflète une expansion relative du financement bancaire en direction des agents économiques. Cette période d'expansion coïncide avec les mutations structurelles propres à l'économie malienne notamment les réformes de libéralisation financière engagées dès les années 1980 et 1990 ainsi que la modernisation du secteur bancaire portée par l'arrivée de groupes bancaires régionaux vers la fin des années 1990 et le début des années 2000. Toutefois, l'évolution du crédit fourni au secteur privé ne suit pas systématiquement ou proportionnellement celle de la masse monétaire dans le contexte malien. En effet, certaines périodes de divergence apparaissent, indiquant que d'autres facteurs, au-delà de l'évolution des conditions monétaires, peuvent influencer la distribution du crédit. Ces facteurs peuvent notamment inclure les conditions macroéconomiques, le cadre institutionnel, la politique monétaire, le niveau de risque perçu par les établissements financiers ainsi que les perspectives d'activité économique. Dans le cas spécifique du Mali, ces constats soulèvent ainsi des interrogations quant aux déterminants réels

de l'allocation du crédit bancaire au secteur privé. Dès lors, il devient pertinent d'analyser, dans une perspective empirique, les variables macroéconomiques susceptibles d'expliquer l'évolution du crédit bancaire fourni au secteur privé au Mali.

Ainsi, la question centrale de cette étude est la suivante :

Quels sont les effets des principaux déterminants macroéconomiques sur la dynamique du crédit bancaire au secteur privé au Mali ?

Plus spécifiquement, cette question centrale se décline en deux questions de recherche :

Q1 : Dans quelle mesure les conditions monétaires et la dynamique de l'activité économique, influencent-elles le crédit bancaire au secteur privé au Mali ?

Q2 : Dans quelle mesure les conditions macroéconomiques et l'environnement extérieur, influencent-ils le crédit bancaire au secteur privé au Mali ?

Au regard de la problématique posée et des questions de recherche formulées, cette étude poursuit un objectif général :

L'objectif général de cette étude est d'analyser les effets des principaux déterminants macroéconomiques sur la dynamique du crédit bancaire au secteur privé au Mali. Ainsi, pour atteindre ces objectifs, l'ossature de ce travail s'articule autour de quelques sections essentielles. La première section est consacrée à la revue de la littérature théorique et empirique. La deuxième section présente la méthodologie adoptée ainsi que les données utilisées. La troisième section est dédiée à la présentation des résultats empiriques. Enfin, la quatrième section porte sur l'interprétation et la discussion des résultats obtenus, suivies des principales implications en termes de politique économique.

2. Revue de littérature

Dans le cadre de cette recherche, la revue de littérature se divise en deux volets complémentaires : le premier présente les fondements théoriques, tandis que le second examine les travaux empiriques relatifs aux déterminants du crédit bancaire.

2.1 Revue théorique

Depuis des siècles, les économistes s'intéressent à la relation qui existe entre la sphère réelle et la sphère financière de l'économie. De ce fait depuis Fisher, la littérature économique a mobilisé plusieurs approches théoriques pour analyser la relation entre ces deux sphères. Dans cet optique s'inscrivent les théories tentant d'identifier ou d'expliquer les déterminants du crédit bancaire. Parmi les plus importantes figurent la théorie keynésienne et le canal du taux d'intérêt, la théorie de l'intermédiation financière, la théorie du rationnement du crédit, etc. L'ensemble de ces contributions théoriques permettent de mieux comprendre ou cerner les mécanismes à travers lesquels les conditions macroéconomiques et financières influencent la dynamique de l'offre et de la demande de crédit dans une économie donnée, à un moment donné.

2.1.1 La théorie keynésienne et le canal du taux d'intérêt

Dans l'explication des déterminants du niveau de crédit bancaire accordé par les banques commerciales, la théorie keynésienne constitue un point de départ non négligeable en raison de sa position comme l'un des fondements de l'analyse de la transmission de la politique monétaire. Dans *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Keynes souligne que les variations du taux d'intérêt influencent directement les décisions d'investissement des entreprises et par conséquent le volume du crédit bancaire (Keynes, 1936). Dans une telle perspective, toute modification des taux directeurs se transmet aux taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales. D'une part une hausse de ce taux rend plus coûteux le financement conduisant à une réduction de la demande de crédit par les agents à besoin de financement. D'autre part, la baisse de ce taux conduit à un accroissement de la demande de crédit en raison

du coût bas de ce dernier. Ainsi la vérification de cette théorie tendra à mettre en évidence une relation négative entre le taux d'intérêt et le volume de crédits bancaires accordé au secteur privé, comme souligner également par la théorie autrichienne du cycle économique. Toutefois, les développements ultérieurs ont permis d'élargir cette approche en mettant davantage l'accent sur le rôle du système bancaire dans la transmission de la politique monétaire. Bernanke et Gertler (1995) distinguent notamment le canal du bilan et le canal des prêts bancaires, à travers lesquels les modifications des conditions monétaires peuvent affecter à la fois la situation financière des emprunteurs et la capacité des banques à fournir du crédit. Disyatat (2011), souligne que le canal des prêts bancaires dépend également de la solidité du bilan des banques et de leur perception du risque (Disyatat, 2011). Ainsi, la transmission de la politique monétaire ne repose pas uniquement sur les variations des dépôts ou des taux d'intérêt, mais peut également s'effectuer par les conditions de financement et la capacité des banques à ajuster leur offre de crédit. Cette perspective est particulièrement importante dans le contexte des politiques monétaires non conventionnelles, notamment après la crise financière internationale, au cours de laquelle les banques centrales ont eu recours à des instruments tels que les achats d'actifs, les opérations de refinancement à long terme et les taux directeurs proches de zéro. Les travaux de Filardo et Siklos (2018) montrent à cet égard que les mesures monétaires non conventionnelles peuvent modifier les conditions d'octroi des prêts et contribuer à l'évolution de l'offre de crédit (Filardo & Siklos, 2018).

2.1.2 La théorie de l'intermédiation financière

La théorie de l'intermédiation financière initialement développée dans *L'argent dans une théorie de la finance* (Gurley & Shaw, 1960) puis approfondie par (Diamond, 1984), postule que les différents systèmes financiers ont pour objectif principale d'assurer l'ajustement entre les agents à besoins et ceux à capacités de financement (Plihon, 2021). Le cadre de financement s'effectue dès lors dans le cadre de la finance de marché ou au travers de la finance indirecte. Cette théorie souligne le rôle des banques comme intermédiaire dans le cadre de la collecte des dépôts auprès des ménages à capacités de financement et les redistribuent sous forme de crédits aux agents à besoin de financement. Ce rôle d'intermédiation peut ainsi s'effectuer soit au travers de transformations de titres ou par une création monétaire directe. Dès lors, l'offre de crédits accordés par les intermédiaires financiers dépend donc principalement de la capacité des banques à mobiliser des ressources financières. Ainsi, les dépôts bancaires, notamment les dépôts à terme, constituent un déterminant majeur du niveau des crédits. Plus les ressources collectées par les banques sont importantes, plus leur capacité à financer l'économie augmente et vice versa.

En outre, dans la continuité de cette théorie, Disyatat (2011) montre que la capacité des banques à accorder des crédits dépend non seulement de leurs ressources, mais également de leur situation financière et de leur perception du risque. Les travaux plus récents sur le canal du crédit confirment ainsi que les caractéristiques du bilan bancaire peuvent modifier la réaction de l'offre de crédit aux changements de politique monétaire.

Cette perspective est également liée à la théorie du canal du crédit bancaire proposée par plusieurs auteurs (Bernanke & Blinder, 1988) et (Bernanke & Gertler, 1995). Selon cette approche, l'offre de crédit des banques est fortement influencée par l'environnement macroéconomique, la disponibilité des liquidités dans le système bancaire ainsi que par l'orientation de la politique monétaire, qu'elle soit restrictive ou expansionniste.

2.1.3 Modèle de création monétaire et multiplicateur de crédit

Cette théorie étudie la relation entre les dépôts, la masse monétaire et les crédits dans l'économie. Selon cette théorie, l'activité de crédit des banques est étroitement liée aux ressources qu'elles mobilisent auprès de leur clientèle, en particulier les dépôts. Dans le système

bancaire, ces dépôts constituent l'une des principales sources de financement permettant aux banques d'accorder des prêts et de participer au processus de création monétaire dans l'économie. Dans ce contexte, la capacité d'octroi de crédit dépend largement du niveau de liquidité disponible au sein des établissements financiers. En effet, les banques ne peuvent pas prêter l'ensemble des ressources dont elles disposent (Bourva, 1962), elles doivent conserver une partie de leurs fonds afin d'assurer leur stabilité financière et de faire face à leurs obligations, notamment dans leurs relations avec les autres banques. Cette contrainte est essentielle pour éviter une situation de dépendance excessive vis-à-vis du marché interbancaire. Dans cette logique, les dépôts collectés auprès du public jouent un rôle central dans le financement de l'activité de crédit. Plus le volume des dépôts est important, plus les banques disposent de marges pour accorder des prêts, tout en respectant leurs exigences de liquidité et leurs engagements de règlement. À l'inverse, un niveau insuffisant de dépôts peut limiter la capacité des banques à financer l'économie. Plusieurs auteurs ont mis en évidence ce mécanisme notamment (Mishkin, 2004) ou encore (Stiglitz & Weiss, 1981). Ainsi, la littérature économique souligne également l'existence d'un lien positif entre le niveau des dépôts bancaires et celui des crédits accordés. Les dépôts représentent donc un déterminant essentiel de l'offre de crédit accordé par les banques et par conséquent, du financement de l'activité économique.

2.1.4 La théorie du rationnement du crédit

Dans la théorie financière, on entend par rationnement de crédit lorsque les banques ayant des liquidités refuse de prêter à certaines catégories d'emprunteurs même si ces derniers sont prêts à se soumettre à des conditions d'emprunts plus coûteux. Cette théorie développée par Stiglitz et Weiss, s'inscrit dans le prolongement de celle de l'asymétrie de l'information entre les prêteurs et les emprunteurs (Stiglitz & Weiss, 1981). Dans ce contexte, en raison de l'existence de l'asymétrie d'information entre les parties prenantes, les banques peuvent choisir de limiter ou rationner le crédit bancaire indépendamment du niveau des taux d'intérêts. Ainsi cette théorie met l'accent sur plusieurs facteurs déterminants le niveau du crédit bancaire accordé au secteur privé au premier rang desquels le risque perçu et la qualité de l'information financière disponible.

2.1.5 L'approche du cycle financier

Certaines analyses macro-financières mettent également en évidence l'existence d'un cycle du crédit, caractérisé par des phases d'expansion et de contraction du crédit bancaire. Cette théorie porte le nom de l'approche du cycle financier. Selon cette approche, les périodes de forte croissance économique sont généralement accompagnées d'une expansion rapide du crédit, tandis que les périodes de ralentissement économique s'accompagnent d'une contraction du financement bancaire. Principalement, les travaux de Minsky soulignent que l'offre de crédit est fortement influencée par les cycles financiers (Minsky, 1986). En d'autres termes, pendant les périodes d'expansion économiques, le volume de crédits augmente en raison de l'euphorie de l'optimisme et du comportement d'investissement de plus en plus risqué (Mathonnat, 2024), entraînant une augmentation du volume de crédits tandis que dans des situations de récession, les banques deviennent beaucoup plus prudentes et préfèrent rationner le crédit ou durcir les conditions d'emprunts impactant ainsi négativement l'offre de crédits.

2.1.6 La théorie de l'accélérateur financier

La théorie de l'accélérateur financier souligne l'importance de la situation financière des emprunteurs dans l'accès au crédit (Bernanke, Gertler, & Gilchrist, 1999). Selon cette approche, en situation de l'asymétrie de l'information entre les institutions de crédits et les emprunteurs, la capacité d'emprunt dépend non seulement des conditions économiques propres à l'agent mais

aussi aux conditions d'ordre macroéconomiques générales. Ainsi cette théorie soutient que lorsque la situation économique se dégrade, cela entraîne une réduction de la capacité d'emprunt et entraîne une contraction du crédit. Lorsque la situation financière des emprunteurs s'améliore, leur capacité à obtenir des crédits augmente, ce qui favorise l'expansion du crédit bancaire. Dans une telle perspective, la situation financière des agents joue un rôle majeur dans l'accès au crédit et permet donc de rendre compte de l'ampleur des chocs impactant leur richesse (Mathonnat, 2024).

2.2 Revue empirique

Au-delà des contributions théoriques, plusieurs travaux empiriques se sont attachés à identifier les facteurs susceptibles d'expliquer l'évolution du crédit accordé au secteur privé et en générale du volume de crédit bancaire dans différents contextes économiques. Dans l'ensemble, ces études mettent en évidence une diversité de facteurs susceptibles d'influencer l'offre de financement au secteur privé. Ces facteurs peuvent être regroupés en trois grandes catégories : les caractéristiques propres aux établissements bancaires, les variables macroéconomiques et les facteurs institutionnels et structurels.

2.2.1 Les ressources et les caractéristiques propres aux banques

Plusieurs travaux mettent en évidence le rôle des ressources mobilisées par les établissements bancaires dans la détermination du crédit. Dans le contexte nigérian, Olokoyo (2011), à partir des données couvrant la période 1980-2005, montre que les dépôts bancaires, le portefeuille d'investissement, le taux de change et le produit intérieur brut exercent une influence positive et significative sur l'offre de crédit des banques commerciales. Ces résultats suggèrent que la capacité de financement des banques dépend, en partie, des ressources financières dont elles disposent ainsi que de la dynamique de l'activité économique (Olokoyo, 2011).

Dans la même perspective, Waleru et Oparaordu (2018) montrent, à partir des méthodes des moindres carrés ordinaires, des tests de cointégration et d'un modèle à correction d'erreur, que les dépôts bancaires et le ratio de liquidité exercent un effet positif sur le volume des prêts. Ces résultats soulignent l'importance de la disponibilité des ressources et de la liquidité bancaire dans l'expansion du crédit. Toutefois, les auteurs mettent également en évidence un effet négatif de certaines variables macroéconomiques, notamment le taux directeur, les dépenses publiques et l'ouverture de l'économie (Waleru & Oparaordu, 2018).

Le rôle des caractéristiques internes des banques est également souligné par Djiogap et Ngomsi (2012). À partir d'un panel de 35 banques de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) sur la période 2001-2010, les auteurs montrent que la taille des banques, la croissance économique et le niveau de capitalisation influencent positivement l'offre de crédit. Ces résultats mettent en évidence l'importance de la capacité financière et de la solidité des établissements bancaires dans leur aptitude à financer l'économie (Djiogap & Ngomsi, 2012).

Des résultats relativement proches sont obtenus par Diouf et Mbenguea (2025) dans le contexte de l'UEMOA. En étudiant 66 banques sur la période 2005-2021 à l'aide de modèles de panel statiques et dynamiques, les auteurs montrent que la liquidité bancaire favorise l'expansion du crédit, tandis que le capital bancaire et le risque de crédit peuvent limiter l'activité de prêt. Ces résultats montrent toutefois que l'effet des caractéristiques bancaires n'est pas uniforme : le capital peut constituer un facteur de soutien au crédit dans certains contextes, mais également une contrainte lorsque les exigences de prudence bancaire deviennent plus importantes (Diouf & Mbenguea, 2025).

Ainsi, la littérature consacrée aux déterminants bancaires met principalement l'accent sur les dépôts, la liquidité, la taille, la capitalisation et le risque de crédit. Ces variables permettent de comprendre la capacité interne des banques à octroyer des crédits. Elles constituent cependant

des déterminants de nature microéconomique qui ne sont pas directement retenus dans le cadre de la présente étude, celle-ci étant spécifiquement centrée sur les facteurs macroéconomiques du crédit bancaire au secteur privé.

2.2.2 Les déterminants macroéconomiques du crédit bancaire

Au-delà des caractéristiques propres aux banques, plusieurs travaux mettent en évidence l'influence de l'environnement macroéconomique sur la dynamique du crédit au secteur privé. La masse monétaire constitue à cet égard l'un des principaux facteurs étudiés. Dans le cas du Bangladesh, Islam (2022), à partir d'un modèle ARDL couvrant la période 1974-2018, montre que la masse monétaire, la formation brute de capital fixe, le produit intérieur brut, l'ouverture commerciale, le taux d'intérêt réel et le taux de change influencent significativement le crédit au secteur privé à long terme (Islam, 2022).

L'importance de la masse monétaire est également confirmée par Oyebowale et Babatunde (2026), qui examinent les déterminants du crédit intérieur au secteur privé au Nigéria sur la période 1970-2023 à l'aide d'un modèle ARDL. Les résultats indiquent un effet positif des dépôts bancaires et de la masse monétaire sur l'expansion du crédit à long terme. Toutefois, à court terme, les dépôts et la masse monétaire peuvent exercer des effets négatifs. Cette différence entre le court et le long terme montre que l'influence des conditions monétaires sur le crédit peut dépendre de l'horizon temporel considéré (Oyebowale & Babatunde, 2026).

La croissance économique apparaît également comme un déterminant récurrent du crédit bancaire. Olokoyo (2011) met en évidence un effet positif du Produit Intérieur Brut (PIB) sur l'offre de crédit au Nigéria, tandis que Djiogap et Ngomsi (2012) montrent également que la croissance économique favorise l'offre de crédit dans les pays de la CEMAC. En outre, dans le contexte du Pakistan Kashif et Mohamed (2013), en utilisant une spécification ARDL et à partir des données chronologiques couvrant la période 1971-2010, soulignent l'importance de la croissance économique dans la détermination du crédit bancaire (Kashif & Mohammed, 2013). L'inflation constitue, quant à elle, un déterminant dont les effets apparaissent moins homogènes dans la littérature. Kashif et Mohammed (2013) montrent notamment que l'inflation n'exerce pas d'effet statistiquement significatif sur le crédit bancaire dans le contexte pakistanais. Ce résultat contraste avec certains travaux qui mettent en évidence une influence de l'évolution des prix sur les conditions d'octroi des crédits. Cette divergence peut notamment s'expliquer par les différences de contexte macroéconomique, de période d'étude et de méthodes économétriques utilisées.

L'ouverture commerciale fait également partie des variables macroéconomiques étudiées dans la littérature. Islam (2022) identifie une influence significative de l'ouverture commerciale sur le crédit au secteur privé au Bangladesh. Toutefois, Waleru et Oparaordu (2018) obtiennent un effet négatif de l'ouverture de l'économie sur l'octroi de crédit au Nigéria. Ces résultats divergents montrent que l'effet de l'ouverture commerciale sur le financement bancaire n'est pas nécessairement uniforme et peut dépendre de la structure de l'économie et de son degré d'intégration aux marchés extérieurs.

D'autres variables macroéconomiques, notamment le taux d'intérêt et le taux de change, apparaissent également dans plusieurs études. Islam (2022) montre que le taux d'intérêt réel et le taux de change influencent significativement le crédit au secteur privé au Bangladesh. De leur côté, Olokoyo (2011) identifie un effet positif du taux de change sur l'offre de crédit au Nigéria. En revanche, Waleru et Oparaordu (2018) montrent qu'une hausse du taux directeur peut être associée à une diminution du crédit bancaire. Ces résultats rejoignent, dans une certaine mesure, ceux d'Anwar et al. (2023), qui, à partir d'un modèle GMM appliqué à l'Indonésie sur la période 2010-2022, montrent que le taux directeur exerce un effet négatif sur les différentes catégories de crédit bancaire (Anwar, Suhendra, Didu, Sayektiyani, & Kholishoh, 2023).

Dans l'ensemble, la littérature met donc en évidence plusieurs variables macroéconomiques récurrentes, parmi lesquelles la masse monétaire, la croissance économique, l'inflation, l'ouverture commerciale, les taux d'intérêt et le taux de change. Toutefois, les signes et l'intensité des effets diffèrent selon les économies étudiées, ce qui souligne l'importance du contexte macroéconomique et institutionnel dans la détermination du crédit bancaire.

2.2.3 Les facteurs institutionnels et structurels

Certains travaux élargissent l'analyse aux facteurs institutionnels et structurels susceptibles d'influencer la capacité du système bancaire à financer le secteur privé. Dans cette perspective, Rodrigue (2020), à partir d'un panel dynamique de 36 pays d'Afrique subsaharienne couvrant la période 2000-2018 et en utilisant la méthode des moments généralisés (GMM), met en évidence l'importance de la qualité des institutions dans la dynamique du crédit bancaire. Les résultats montrent notamment que la corruption, l'instabilité politique et la faiblesse du cadre juridique réduisent significativement le niveau de crédit accordé au secteur privé (Rodrigue, 2020).

De même, Pham (2015), en étudiant un échantillon de 146 pays sur la période 1990-2013 et en utilisant la méthode des moments généralisés, souligne l'importance de la croissance économique et de la solidité du système bancaire dans la stimulation du crédit bancaire. L'auteur montre également qu'une forte dépendance aux flux de capitaux étrangers peut accroître la vulnérabilité du système bancaire aux chocs externes et entraîner des fluctuations de la dynamique du crédit (Pham, 2015).

Les facteurs politiques et sécuritaires peuvent également jouer un rôle dans l'évolution du crédit bancaire au secteur privé, notamment dans les pays en développement. Dans cette perspective, Gaibullov et Younas (2016) analysent l'effet des conflits internes et du terrorisme sur les crédits domestiques accordés au secteur privé par les banques. Leur étude repose sur un panel de 125 pays en développement observés sur la période 1984-2012. Les résultats montrent que les conflits internes ont un effet négatif sur le crédit bancaire au secteur privé, avec une intensité qui varie selon le degré de fragmentation ethnique des pays considérés. En revanche, l'effet du terrorisme sur le crédit bancaire n'est pas statistiquement significatif. Ces résultats indiquent ainsi que l'instabilité liée aux conflits peut constituer une contrainte pour le financement bancaire du secteur privé, en affectant les conditions dans lesquelles les établissements bancaires exercent leur activité de crédit.

Ces résultats montrent que l'évolution du crédit bancaire ne dépend pas uniquement des ressources disponibles ou des conditions macroéconomiques. Elle est également influencée par la qualité de l'environnement institutionnel et par la structure de l'économie. Ces facteurs peuvent agir sur la perception du risque, la capacité des banques à mobiliser des ressources et leurs décisions d'octroi de crédit.

2.2.4 Synthèse critique de la littérature empirique et positionnement de l'étude

L'examen de la littérature empirique met en évidence une diversité de déterminants du crédit bancaire, regroupés autour de trois principales dimensions. La première concerne les caractéristiques propres aux banques, notamment les dépôts, la liquidité, la taille, la capitalisation et le risque de crédit. La deuxième regroupe les variables macroéconomiques telles que la masse monétaire, la croissance économique, l'inflation, l'ouverture commerciale, les taux d'intérêt et le taux de change. La troisième renvoie aux facteurs institutionnels et structurels, notamment la qualité des institutions, la stabilité politique et le cadre juridique.

Malgré cette diversité, les résultats obtenus ne sont pas toujours convergents. Certaines variables, comme les dépôts, la liquidité, la masse monétaire et la croissance économique, présentent généralement des effets favorables à l'expansion du crédit, tandis que d'autres, notamment l'inflation, l'ouverture commerciale, les taux d'intérêt et le capital bancaire,

présentent des effets plus variables selon les pays et les périodes considérés. Ces divergences montrent que les déterminants du crédit bancaire doivent être appréhendés en tenant compte des spécificités économiques et institutionnelles propres à chaque contexte.

Dans le cadre de la présente étude, le choix est volontairement orienté vers les déterminants macroéconomiques du crédit bancaire au secteur privé au Mali. Les variables retenues sont la masse monétaire rapportée au PIB (M3), l'inflation mesurée par le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (INF), le degré d'ouverture commerciale (OUV) et le taux de croissance du PIB (TPIB). Les dépôts, la liquidité, la taille et la capitalisation bancaires, bien qu'importants dans la littérature empirique, sont donc présentés comme des éléments du débat scientifique permettant de situer l'analyse, mais ne constituent pas des variables explicatives du modèle retenu (voir tableau 1 ci-dessous).

La revue théorique et empirique établie dans le cadre de cette étude montre que les déterminants du crédit bancaire ne peuvent être appréhendés à partir d'un seul mécanisme. Les différentes approches mobilisées apportent, au contraire, des éclairages complémentaires sur les conditions monétaires, financières et macroéconomiques susceptibles d'influencer l'évolution du crédit accordé au secteur privé. Dans cette perspective, le modèle empirique retenu dans cette étude privilégie les variables macroéconomiques afin de mettre en évidence les facteurs qui agissent sur l'environnement global dans lequel les banques et les agents privés prennent leurs décisions de financement.

Par conséquent, les résultats de ces différentes études tendent à justifier les deux hypothèses suivantes :

H1 : Les conditions monétaires et la dynamique de l'activité économique exercent une influence positive et significative sur le crédit bancaire au secteur privé au Mali.

H2 : Les conditions macroéconomiques et l'environnement extérieur exercent une influence significative sur le crédit bancaire au secteur privé au Mali.

La masse monétaire rapportée au PIB (M3) trouve d'abord sa justification dans la théorie de la création monétaire et du multiplicateur du crédit. Une variation de la liquidité disponible dans l'économie est susceptible de modifier les ressources mobilisables par le système bancaire et, par conséquent, sa capacité à accompagner la demande de financement (Mishra, Montiel, & Spilimbergo, 2012). Cette variable peut également être rapprochée de l'approche keynésienne du canal du taux d'intérêt, dans la mesure où les conditions monétaires influencent le coût et la disponibilité du financement. M3 constitue ainsi un indicateur des conditions monétaires susceptibles d'affecter la dynamique du crédit.

L'inflation (INF), mesurée par le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation, permet pour sa part de prendre en compte les conditions macroéconomiques dans lesquelles s'effectue l'intermédiation financière. Une inflation élevée peut modifier les décisions des agents (Agarwal & Baron, 2024), affecter les conditions réelles de financement et accroître l'incertitude entourant les décisions de prêt. Son inclusion est ainsi cohérente avec la théorie du rationnement du crédit et avec l'approche de l'accélérateur financier, qui mettent l'accent sur l'information imparfaite, le risque et les conditions financières dans la détermination de l'accès au crédit. L'inflation constitue donc une variable permettant de capter les effets de la stabilité macroéconomique sur la dynamique du crédit.

Le degré d'ouverture commerciale (OUV) permet ensuite d'intégrer la dimension extérieure de l'environnement économique. L'ouverture de l'économie peut modifier les conditions d'activité des entreprises, leur accès aux marchés et leurs besoins de financement, tout en influençant l'exposition de l'économie aux évolutions extérieures. Cette variable trouve ainsi sa justification dans une lecture élargie de l'intermédiation financière et du rationnement du crédit, dans la mesure où les conditions dans lesquelles les agents économiques opèrent peuvent affecter à la fois leur demande de financement et la perception du risque associée à l'octroi de crédit. Les résultats empiriques présentés précédemment montrent d'ailleurs que l'effet de

l'ouverture commerciale sur le crédit n'est pas univoque, certaines études mettant en évidence un effet positif, tandis que d'autres identifient un effet négatif.

Tableau 1 : Table récapitulatif des études empiriques

Auteurs	Pays/zone	Période	Variables étudiées	Méthode	Principaux résultats
Olokoyo (2011)	Nigéria	1980 - 2005	Dépôts, portefeuille d'investissement, Taux de change, PIB	MCO (OLS), ADF, cointégration de Johansen et VECM	Dépôts, portefeuille d'investissement, Taux de change et PIB ont un effet positif et significatif sur le crédit
Waleru & Oparaordu (2018)	Nigéria	1971 - 2010	Dépôts, liquidité, taux directeur, dépenses publiques, Ouverture	MCO, cointégration, ECM	Dépôts et liquidité (+) ; taux directeur, dépenses publiques et Ouverture (-)
Djiogap & Ngomsi (2012)	CEMAC	2001 - 2010	Taille, croissance, capitalisation	Panel	Taille, croissance et capitalisation (+)
Kashif & Mohammed (2013)	Pakistan	1971 - 2010	Croissance, dépôts, liquidité, inflation, taux du marché monétaire	ARDL	Croissance, dépôts et liquidité importants ; inflation et taux du marché monétaire non significatifs
Rodrigue (2020)	Afrique subsaharienne	2000 - 2018	Institutions, corruption, instabilité politique, cadre juridique	Panel dynamique, GMM	Qualité institutionnelle faible conduit au crédit privé plus faible
Pham (2015)	146 pays	1990 - 2013	Croissance, solidité bancaire, flux de capitaux	GMM	Croissance et solidité bancaire favorables ; dépendance aux capitaux étrangers entraîne une vulnérabilité accrue
Islam (2022)	Bangladesh	1974 - 2018	Masse monétaire, FBCF, PIB, Ouverture, taux d'intérêt réel, Taux de change	ARDL	Plusieurs variables macroéconomiques significatives à long terme
Anwar et al. (2023)	Indonésie	2010 - 2022	Taux directeur, créances douteuses	GMM	Taux directeur (-) ; effet différencié des créances douteuses selon le type de crédit
Diouf & Mbengue (2025)	UEMOA	2005 - 2021	Liquidité, capital, risque de crédit	Panel statique et dynamique	Liquidité (+) ; capital et risque de crédit peuvent limiter le crédit
Oyebowale & Babatunde (2026)	Nigéria	1970 - 2023	Dépôts, masse monétaire	ARDL	Masse monétaire et dépôts (+) à long terme ; effets négatifs possibles à court terme

Source : Elaboré par les auteurs.

Enfin, le taux de croissance du produit intérieur brut (TPIB) permet de saisir la dynamique de l'activité économique. Son inclusion est directement cohérente avec l'approche du cycle financier et avec la théorie de l'accélérateur financier. Une accélération de l'activité économique peut s'accompagner d'une augmentation des besoins de financement des entreprises et des ménages, tandis qu'une amélioration des perspectives économiques peut modifier les conditions d'accès au crédit et la perception du risque par les intermédiaires financiers. À l'inverse, un ralentissement de l'activité peut s'accompagner d'un affaiblissement de la demande de crédit et d'un durcissement des conditions d'octroi.

Ainsi, les six approches théoriques mobilisées dans cette étude peuvent être considérées comme complémentaires plutôt que juxtaposées. La théorie keynésienne et le modèle de création monétaire permettent principalement d'appréhender le rôle des conditions monétaires ; la théorie du rationnement du crédit met l'accent sur les contraintes d'accès au financement et sur le risque ; la théorie de l'intermédiation financière permet de situer le rôle des banques dans la transformation des ressources en crédits ; tandis que l'approche du cycle financier et la théorie de l'accélérateur financier permettent d'intégrer les interactions entre activité économique, conditions financières et dynamique du crédit. Le cadre conceptuel qui en découle relie ainsi

les variables M3, INF, OUV et TPIB aux principaux mécanismes théoriques susceptibles d'expliquer les variations du crédit au secteur privé. Le modèle empirique constitue, dans cette logique, une traduction de ces mécanismes sous une forme directement testable.

3. Méthodologie de recherche

Cette sous-section présente la démarche méthodologique retenue dans le cadre de l'analyse de la dynamique et des déterminants macroéconomiques du crédit bancaire intérieur au secteur privé au Mali. Elle décrit d'abord les sources des données et les variables utilisées, puis le modèle économétrique choisi pour l'analyse. Ensuite, les tests de stationnarité, l'analyse de corrélation et les statistiques descriptives sont réalisés afin de vérifier les propriétés et les caractéristiques des séries temporelles retenues.

3.1 Source des données et variables retenues

Les données utilisées dans cette étude proviennent de deux sources afin de constituer une base d'information la plus complète et cohérente possible, notamment la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque Mondiale. Les données retenues couvrent la période allant de 1982 à 2024. Le choix de cette période se justifie par la disponibilité et la relative fiabilité de certaines catégories de données macroéconomiques et financières à partir des années 1980 pour le Mali. Par ailleurs, le choix d'une fréquence annuelle se justifie par la disponibilité principalement annuelle des indicateurs macroéconomiques retenus.

Tableau 2 : Variables de l'étude

Variables	Proxy	Définition	Source de données
Credit au secteur privé	Credit intérieur fourni au secteur privé (% du PIB)	Le crédit intérieur au secteur privé désigne les ressources financières fournies à ce secteur par des institutions financières, notamment par le biais de prêts, d'achats de titres autres que des actions, de crédits commerciaux et autres créances, donnant lieu à un droit de remboursement.	Databank de la Banque mondiale
Masse monétaire	Masse monétaire (M3)	Agrégat mesurant l'ensemble des liquidités en circulation dans l'économie, incluant la monnaie fiduciaire hors banques, les dépôts des résidents (hors gouvernement central) et les instruments assimilés tels que chèques, certificats de dépôt et billets de trésorerie.	Databank de la Banque mondiale
Inflation	Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation	Le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) d'une période à l'autre, mesure le rythme de variation du niveau général des prix.	Base de données de la BCEAO
Ouverture sur l'extérieur	La part des exportations et les importations dans le PIB	Correspond à la somme des exportations et des importations de biens et de services en % du PIB réel. Elle mesure le degré d'ouverture de l'économie vers l'extérieur.	Databank de la Banque mondiale
Croissance économique	Taux de croissance du PIB	Correspond au taux de variation annuel du produit intérieur brut réel, mesurant le rythme de croissance de l'activité économique d'une période à l'autre.	Databank de la Banque mondiale

Source : Elaboré par les auteurs.

La variable dépendante retenue est le crédit intérieur fourni au secteur privé (CI) en pourcentage du PIB. Ce choix se justifie par le fait que cet indicateur permet de mieux appréhender l'ampleur du financement bancaire destiné au secteur privé. Il constitue également un proxy pertinent de

la profondeur financière, dans la mesure où il met en relation l'offre de crédit avec la taille de l'économie, offrant ainsi une mesure relative du développement du système financier. Les variables explicatives retenues dans cette étude sont la masse monétaire rapportée au PIB (M3), le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation, utilisé comme mesure de l'inflation (INF), le degré d'ouverture commerciale (Ouv) et le taux de croissance du produit intérieur brut (TPIB). Le choix de ces variables répond à une approche centrée sur les déterminants macroéconomiques du crédit au secteur privé. Elles permettent de couvrir trois dimensions complémentaires : les conditions monétaires à travers M3, la stabilité des prix à travers INF, l'environnement extérieur à travers Ouv et la dynamique de l'activité économique à travers TPIB. Leur sélection s'appuie à la fois sur les mécanismes mis en évidence par les théories mobilisées dans la revue théorique et sur les résultats de la littérature empirique, qui soulignent notamment l'importance de la masse monétaire, de l'activité économique et de l'ouverture commerciale dans l'explication des variations du crédit au secteur privé. Contrairement aux travaux qui intègrent principalement des caractéristiques propres aux banques, telles que les dépôts, la liquidité, la taille ou la capitalisation, la présente étude se concentre volontairement sur les facteurs macroéconomiques susceptibles d'influencer l'environnement dans lequel s'effectuent l'offre et la demande de crédit.

3.2 Présentation du modèle

Tableau 3 : Articulation entre hypothèses, fondements théoriques et variables du modèle

Hypothèses	Variables explicatives	Fondements théoriques mobilisés	Mécanisme attendu	Signe attendu
H1 : Les conditions monétaires et la dynamique de l'activité économique exercent une influence positive et significative sur le crédit bancaire au secteur privé au Mali.	M3 : Masse monétaire	Théorie de l'intermédiation financière ; modèle de création monétaire et multiplicateur de crédit	Une augmentation de la liquidité monétaire accroît les ressources disponibles pour les banques et leur capacité d'octroi de crédits au secteur privé.	+
	TPIB : Taux de croissance du PIB	Approche du cycle financier ; théorie de l'accélérateur financier ; théorie de l'intermédiation financière	Une amélioration de l'activité économique renforce les perspectives des entreprises, leur capacité de remboursement et la demande de crédit, favorisant ainsi l'offre de financement bancaire.	+
H2 : Les conditions macroéconomiques et l'environnement extérieur exercent une influence significative sur le crédit bancaire au secteur privé au Mali.	INF : Taux de croissance de l'IPC	Théorie keynésienne et canal du taux d'intérêt ; théorie du rationnement du crédit ; approche du cycle financier	Une hausse de l'inflation accroît l'incertitude et peut détériorer les conditions de financement, affectant ainsi l'offre et la demande de crédit bancaire.	-
	Ouv : Ouverture commerciale	Approche du cycle financier ; théorie de l'intermédiation financière ; théorie de l'accélérateur financier	Une plus grande ouverture commerciale peut stimuler l'activité économique, les échanges et les besoins de financement des entreprises, mais son effet peut également dépendre de la conjoncture extérieure.	+ / -

Source : *Elaboré par les auteurs.*

Pour étudier les déterminants du crédit bancaire intérieur au secteur privé au Mali, cette recherche s'inspire de la spécification empirique retenue par Islam (2022). La relation entre le crédit bancaire et ses principaux facteurs explicatifs est modélisée à l'aide d'une fonction de production de type Cobb-Douglas, choisie pour sa capacité à représenter les effets

proportionnels des variables sur le crédit. Cette approche permet d'évaluer à la fois l'intensité et la sensibilité de chaque déterminant sur le volume de prêts accordés.

La spécification économique retenue peut ainsi s'exprimer comme suit :

$$CI = f(M3, INF, OUV, TPIB) \quad (1)$$

Lorsqu'on applique le logarithme à la fonction Cobb-Douglas, celle-ci se convertit en une équation linéaire en termes de paramètres, ce qui la rend directement exploitable pour l'estimation économétrique. Cependant, au regard de leurs signes, les variables INF et TPIB sont maintenues sous leur forme non logarithmique.

$$\ln(CI_t) = \alpha + \beta_1 \ln(M3_t) + \beta_2 (INF_t) + \beta_3 \ln(OUV_t) + \beta_4 (TPIB_t) + \varepsilon_t \quad (2)$$

Où :

- α est la constante ;
- $\beta_1, \beta_2 \dots \beta_6$ sont les paramètres du modèle ;
- ε_t est le terme d'erreur.

Pour tester l'existence d'une relation de cointégration entre les séries, la littérature économétrique propose plusieurs approches. Parmi les plus utilisées figurent le test (Engle & Granger, 1987), les tests de (Johansen S. , 1988), (Johansen S. , 1991) et (Johansen & Juselius, 1990), ainsi que les travaux de (Koop, Pesaran, & Potter, 1996), (Pesaran & Shin, 1995) et (Pesaran, Shin, & Smith, 2001) comme le souligne (Kuma, 2018). Chacune de ces méthodes permettent d'évaluer si les variables étudiées partagent une relation de long terme, mais elles diffèrent par leurs hypothèses et conditions d'application, notamment en termes d'intégration des séries et de taille d'échantillon.

Pour saisir simultanément les dynamiques à court et à long terme, nous adoptons la spécification économétrique du modèle ARDL (Auto-Regressive Distributed Lag). Ce modèle présente l'avantage de permettre l'estimation des effets à court et à long terme dans un même cadre, tout en étant adapté aux séries temporelles intégrées à niveau et en différence première [I(0) et I(1)], ce qui permet de relâcher l'hypothèse nécessitant que toutes les séries aient le même ordre d'intégration. Il constitue ainsi un outil particulièrement approprié pour l'analyse des déterminants du crédit bancaire fourni au secteur privé au Mali et pour l'évaluation des liens dynamiques entre le crédit et ses principaux déterminants.

$$\Delta \ln(CI_t) = \alpha + \sum_{i=1}^p \phi_i \Delta \ln(CI_{t-i}) + \sum_{i=0}^q \beta_i \Delta \ln(M3_{t-i}) + \dots + \delta_1 \ln(CI_{t-1}) + \delta_2 \ln(M3_{t-1}) + \dots \varepsilon_t \quad (3)$$

Où :

- Δ = différence première, pour capturer les effets à court terme ;
- p et q = retards optimaux des variables ;
- ϕ_i, β_i = Coefficients à court terme ;
- δ_i = coefficients de cointégration / effet à long terme ;
- ε_t est le terme d'erreur.

Ainsi :

Les ordres de retard (p, q) ont été déterminés à partir du critère d'information d'Akaike (AIC), qui offre un compromis entre la qualité d'ajustement et la parcimonie du modèle. Ce choix est particulièrement pertinent dans le cadre de cette étude compte tenu de la taille limitée de l'échantillon, afin d'éviter une spécification excessivement restrictive susceptible de négliger la dynamique de court terme. À titre de vérification, la spécification obtenue selon le critère Schwarz (BIC) a également été examinée, elle ne remet pas substantiellement en cause les principaux résultats. En outre, compte tenu du nombre de variables explicatives et de la taille

encore limitée de l'échantillon, le nombre maximal de retards a été volontairement fixé à deux (2), tant pour la variable dépendante que pour les variables explicatives, afin de préserver les degrés de liberté et d'éviter une surparamétrisation du modèle.

Pour analyser les ajustements à court terme, nous estimons également un modèle à correction d'erreur (ECM), qui mesure la vitesse à laquelle le crédit bancaire se réajuste vers l'équilibre de long terme après un déséquilibre temporaire. Cette combinaison permet de distinguer clairement les effets transitoires des effets persistants, offrant ainsi une analyse complète et robuste des déterminants du niveau de crédit intérieur fourni au secteur privé au Mali. Elle prend la forme suivante :

$$\Delta \ln(CI_t) = \alpha + \sum_{i=1}^p \phi_i \Delta \ln(CI_{t-i}) + \sum_{i=0}^{q1} \beta_i \Delta \ln(M3_{t-i}) + \dots + \phi_i ECT_{t-1} + \varepsilon_t \quad (4)$$

Où :

- ECT_{t-1} est le terme de correction d'erreur, qui indique le déséquilibre par rapport au niveau de long terme.

Tableau 4 : Table des variables et description des statistiques, période de couverture 1982-2024

Variables	Unité	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	Jarque-Bera (Probabilité)	Signes attendus
CI	% du PIB	14,5769	5,1332	5,8943	24,7511	3,3152 (0,1905)	NA
M3	% du PIB	20,0282	5,0715	13,0937	34,0202	12,9296 (0,0015)	+
INF	%	2,2303	7,2485	-25,1535	24,0776	48,1229 (0,0000)	-
OUV	% du PIB	45,9810	7,0350	33,6909	58,4590	2,3515 (0,3085)	+/-
TPIB	%	3,5790	4,8027	-8,4091	15,8060	0,7732 (0,6793)	+

Source : Elaboré par les auteurs à partir des données de l'étude (traitement sous Eviews10).

La table des variables et la description des statistiques montrent que les variables présentent des moyennes et des écarts-types cohérents avec leurs unités, avec une distribution globale proche de la normalité pour la plupart des séries à l'exception des séries M3 et INF qui présentent un certain niveau de déviation.

3.3 Analyse de la corrélation

L'analyse de la matrice de corrélation met en évidence des relations linéaires d'intensité variable entre le crédit intérieur au secteur privé (CI) et les différentes variables explicatives présentées. Le CI est fortement et positivement corrélé à la masse monétaire M3 et à l'ouverture commerciale, ce qui suggère qu'une plus grande liquidité monétaire et une intensification des échanges extérieurs évoluent conjointement avec le crédit au secteur privé. En revanche, sa corrélation avec le taux de croissance de l'IPC et le taux de croissance du PIB est très faible, indiquant l'absence de relation linéaire marquée entre ces variables sur la période étudiée. Par ailleurs, la corrélation entre M3 et l'ouverture commerciale mérite une attention particulière, sans toutefois permettre à elle seule de conclure à l'existence d'un problème de multicollinéarité. Ces coefficients décrivent des associations linéaires et ne préjugent de la significativité statistique laquelle sera examinée dans l'analyse économétrique.

Tableau 5 : Matrice de corrélation simple entre variables

Variables	CI	M3	INF	OUV	TPIB
CI	1	0,8223	-0,0826	0,7036	-0,0719
M3	0,8223	1	-0,0069	0,7082	0,0980
INF	-0,0826	-0,0069	1	0,0086	0,1242
OUV	0,7036	0,7082	0,0086	1	0,1413
TPIB	-0,0719	0,0980	0,1242	0,1413	1

Source : Elaboré par les auteurs à partir des données de l'étude (traitement sous Eviews10).

3.4 Test de stationnarité

Tableau 6 : Tests de racine unitaire (ADF et PP)

Variables	Ordre d'intégration	ADF (t-statistic)	PP (t-statistic)	Niveau d'intégration
CI	Niveau Première différence	-1,1513 -6,5939***	-0,9832 -7,3598***	I(1)
M3	Niveau Première différence	-1,4174 -4,4586***	-1,5002 -6,0314***	I(1)
INF	Niveau Première différence	-5,4953*** -	-11,7192*** -	I(0)
OUV	Niveau Première différence	-1,4511 -7,7212***	-2,0643 -7,8518***	I(1)
TPIB	Niveau Première différence	-8,8024*** -	-9,2353*** -	I(0)

Source : Estimation des auteurs (traitement sous Eviews10). ***, ** et * indiquent respectivement que les coefficients sont statistiquement significatifs aux seuils de 1 %, 5 % et 10 %.

Dans le cadre de cette étude, deux tests de stationnarité ont été retenus, à savoir le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et le test de Phillips-Perron (PP). Ce choix se justifie par la complémentarité de leurs propriétés. En effet, le test ADF est particulièrement adapté en présence d'autocorrélation des erreurs, tandis que le test de Phillips-Perron est recommandé lorsque les erreurs présentent une hétéroscédasticité (Kuma, 2018). Ainsi, la combinaison de ces deux tests vise à renforcer la robustesse des résultats et à s'assurer du niveau réel d'intégration des séries utilisées dans l'analyse.

Les résultats des tests de stationnarité ADF et PP montrent que les variables présentent des ordres d'intégration différents. Le crédit intérieur au secteur privé (CI), la masse monétaire (M3) et l'ouverture commerciale (OUV) sont intégrés d'ordre un [I(1)], tandis que l'inflation (INF) et le taux de croissance du PIB (TPIB) sont stationnaires en niveau, soit I(0). Aucun des tests ne révèle de variable intégrée d'ordre deux, I(2). Cette combinaison de variables I(0) et I(1) satisfait ainsi la condition préalable à l'utilisation de l'approche ARDL.

4. Présentation des résultats et interprétation

Le modèle retenu sur la base du critère d'information d'Akaike, parmi les 162 spécifications évaluées, est un ARDL(2, 0, 0, 0, 2), ce qui indique que le crédit au secteur privé est expliqué par ses deux valeurs passées, par les niveaux courants de la masse monétaire, du taux de croissance de l'inflation et de l'ouverture, ainsi que par la croissance du PIB retenue jusqu'à son deuxième retard. Cette structure parcimonieuse traduit une forte inertie du crédit et confirme que ses déterminants agissent principalement à travers leur niveau, seul l'effet de la croissance se déployant de manière dynamique dans le temps.

Les indicateurs globaux d'ajustement du modèle ARDL estimé attestent d'une qualité d'ajustement élevée. Le coefficient de détermination s'établit à 0,9227, ce qui signifie que près de 92,3% des variations du crédit au secteur privé sont expliquées par les variables retenues dans le modèle, les 7,7% restants relevant de facteurs non pris en compte et du terme d'erreur.

Le coefficient de détermination ajusté, qui pénalise l'ajout de variables et le nombre de retards, demeure-lui aussi très proche, à 0,9034, soit un pouvoir explicatif ajusté de l'ordre de 90,3%. L'erreur standard de la régression, égale à 0,112, traduit une dispersion réduite des résidus autour des valeurs estimées et confirme la précision satisfaisante des prévisions du modèle, d'autant que la somme des carrés des résidus reste faible (0,4015).

Enfin, la statistique de Fisher, qui teste la significativité conjointe de l'ensemble des coefficients, s'élève à 47,76 et est associée à une probabilité nulle (0,0000), très inférieure au seuil de 1%. L'hypothèse nulle de nullité simultanée des paramètres est donc rejetée sans ambiguïté, ce qui établit la significativité globale du modèle. Pris ensemble, ces indicateurs confirment que le modèle ARDL présente un ajustement à la fois solide, significatif et parcimonieux, et qu'il constitue un cadre statistiquement fiable pour l'analyse des déterminants du crédit bancaire accordé au secteur privé.

Test de cointégration aux bornes

Tableau 7 : Résultats du test de cointégration aux bornes (Bounds Test)

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	5.9593	10%	Asymptotic: n=1000	
		5%	2.2	3.09
		1%	2.56	3.49
k	4	10%	3.29	4.37
		5%		
		1%		
Actual Sample Size	41	10%	Finite Sample: n=45	
		5%	2.402	3.345
		1%	2.85	3.905
		10%	3.892	5.173
		5%		
		1%		
		10%	Finite Sample: n=40	
		5%	2.427	3.395
		1%	2.893	4
		10%	3.967	5.455
		5%		
		1%		

Source : Estimation des auteurs (traitement sous Eviews10).

La statistique F obtenue (5,9593) dépasse la borne supérieure critique au seuil de 1 %, y compris pour l'échantillon fini de 40 observations (5,455). L'hypothèse nulle d'absence de relation de long terme est donc rejetée, confirmant l'existence d'une relation de cointégration entre le crédit intérieur au secteur privé et ses déterminants. Cette conclusion permet de poursuivre l'analyse dans le cadre d'un modèle ARDL avec correction d'erreur.

Relation de long terme

Tableau 8 : Résultat de l'estimation de la relation de long terme

Variabes	Coefficients	Std. Error	t-statistique	Probabilité
<i>M3</i>	1,1697	0,2754	4,2470	0,0002***
<i>INF</i>	-0,0185	0,0082	-2,2655	0,0304**
<i>OUV</i>	0,7644	0,4114	1,8580	0,0724*
<i>TPIB</i>	0,0448	0,0281	1,5934	0,1209
<i>C</i>	-3,9236	1,1847	-3,3117	0,0023***

Source : Estimation des auteurs (traitement sous Eviews10). ***, ** et * indiquent respectivement que les coefficients sont statistiquement significatifs aux seuils de 1 %, 5 % et 10 %.

L'estimation de la relation de long terme met en évidence quatre déterminants dont les effets diffèrent nettement, tant par leur significativité statistique que par leur ampleur économique. La masse monétaire (M3) apparaît comme le déterminant le plus robuste et le plus puissant, son

coefficient de 1,1697 est positif et hautement significatif au seuil de 1 %, ce qui confirme sans ambiguïté qu'une expansion de la liquidité soutient l'offre de crédit au secteur privé. Au-delà de ce signe attendu, c'est l'ampleur qui retient l'attention, puisque les variables étant exprimées en logarithme, ce coefficient s'interprète comme une élasticité : une hausse de 1% de la masse monétaire se traduit par une progression d'environ 1,17% du crédit. Cette élasticité supérieure à l'unité traduit une réponse plus que proportionnelle du crédit à la liquidité, signe d'un effet amplificateur caractéristique du multiplicateur de crédit ; la politique monétaire constitue dès lors un levier à fort rendement, mais qui expose symétriquement l'économie à une contraction accélérée du crédit en cas de resserrement.

L'inflation (INF) exerce quant à elle un effet négatif et significatif au seuil de 5%, avec un coefficient de -0,0185. Le signe négatif est conforme à l'intuition économique, ainsi la hausse des prix érode la valeur réelle des créances et décourage l'octroi de crédit. Sur le plan de la magnitude, cette variable n'étant pas en logarithme, le coefficient s'interprète comme une semi-élasticité : chaque point d'inflation supplémentaire réduit le crédit d'environ 1,85%. Pris isolément, cet effet unitaire paraît modeste, mais il devient économiquement lourd dès que l'inflation s'accélère, puisqu'une hausse de cinq points ampute le crédit de près de 9% et une hausse de dix points d'environ 18%. La maîtrise de l'inflation apparaît ainsi comme une condition tangible et quantifiable de l'approfondissement du crédit.

L'ouverture (OUV) présente un coefficient positif de 0,7644, significatif seulement au seuil de 10%. Le signe positif indique que l'intégration commerciale et financière favorise le crédit au secteur privé, à travers les entrées de capitaux et la concurrence bancaire, mais la significativité plus faible invite à interpréter cet effet avec prudence. En termes de magnitude, cette élasticité de 0,76 demeure économiquement substantielle, quoique inférieure à l'unité : la réponse du crédit à l'ouverture est donc moins que proportionnelle, ce qui en fait un facteur de soutien réel mais complémentaire plutôt qu'un moteur principal.

La croissance du PIB (TPIB) affiche un coefficient positif de 0,0448 mais statistiquement non significatif. Bien que le signe soit conforme aux attentes, l'absence de significativité interdit d'accorder une portée économique à sa magnitude apparente, puisque l'intervalle de confiance inclut la valeur zéro. Il serait donc erroné de surinterpréter ce chiffre. Ainsi, sur la période étudiée, la croissance ne constitue pas un déterminant robuste de long terme du crédit, lequel semble davantage piloté par l'offre de liquidité que par le cycle réel de l'activité.

Relation de court terme

Tableau 9 : Résultat de l'estimation de la relation de court terme

Variables	Coefficients	Std. Error	t-statistique	Probabilité
<i>D(CI (-1))</i>	-0,2272**	0,1113	-2,0409	0,0496
<i>D(TPIB)</i>	0,0011	0,0033	0,3335	0,7409
<i>D(TPIB (-1))</i>	-0,0078**	0,0030	-2,5987	0,0140
<i>ECT</i>	-0,4066***	0,0632	-6,4298	0,0000

Source : Estimation des auteurs (traitement sous EvIEWS10). *, ** et * indiquent respectivement que les coefficients sont statistiquement significatifs aux seuils de 1 %, 5 % et 10 %.**

Le modèle à correction d'erreur confirme la validité de la relation de cointégration. Le terme de correction d'erreur, négatif (-0,4066) et significatif à 1%, indique qu'environ 41% du déséquilibre entre le crédit et son niveau d'équilibre de long terme est résorbé chaque année, soit un retour complet en un peu moins de 2,5 ans, traduisant un ajustement modéré mais robuste. Le coefficient du terme de correction d'erreur de -0,4066 se situe strictement à l'intérieur de l'intervalle théorique [-1 ; 0], ce qui garantit une convergence monotone et stable vers l'équilibre de long terme. Une telle valeur, éloignée de l'unité, écarte tout risque de surajustement ou d'oscillation : environ 41 % du déséquilibre est résorbé à chaque période, selon un ajustement graduel et régulier plutôt qu'un retour brutal. Le mécanisme de correction

opère donc de manière progressive et stable, ce qui conforte la robustesse dynamique du modèle estimé.

À court terme, le crédit retardé exerce un effet négatif et significatif (-0,2272), révélant une dynamique autorégulatrice par laquelle une expansion passée freine la progression suivante. La croissance du PIB, seule variable explicative retenue par le critère AIC, n'a pas d'effet contemporain significatif, mais son terme retardé est négatif et significatif (-0,0078), suggérant un effet décalé et faible, probablement lié à l'autofinancement des entreprises en phase de croissance dans le contexte malien et sur la période étudiée. L'absence de la masse monétaire, du taux de croissance de l'inflation et de l'ouverture dans la dynamique de court terme n'est pas un signe d'inefficacité, leur influence transite intégralement par la relation d'équilibre de long terme captée par le terme de correction d'erreur, ce qui justifie la spécification parcimonieuse retenue.

Tests de robustesses et diagnostiques du modèle ARDL estimé

Tableau 10 : Resultat des tests de robustesses

Hypothèse du test	Test	Statistique du test	Probabilité
Normalité	Jarque-Bera	1,3642	0,5055
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	0,9073	0,4144
Hétéroscédasticité	Arch-test	0,0637	0,9384
	Breusch-Pagan-Godfrey	2,1460	0,0600
Spécification	Ramsey	0,0258	0,8734

Source : Estimation des auteurs (traitement sous Eviews10).

Les résultats des tests de diagnostic indiquent globalement la bonne qualité de spécification du modèle estimé. En effet, les probabilités associées aux différents tests sont toutes supérieures aux seuils conventionnels de significativité (5%), ce qui conduit à ne pas rejeter les hypothèses nulles correspondantes. Ainsi, les résidus du modèle suivent une distribution normale, ne présentent pas d'autocorrélation sérielle (aussi aucune des coefficients d'autocorrélation et d'autocorrélation partielle n'est statistiquement significative) et sont caractérisés par une variance constante. Par ailleurs, le test de spécification de Ramsey ne met en évidence aucune erreur fonctionnelle, suggérant que la forme du modèle est correctement spécifiée.

Tableau 11 : Analyse de la multicolinéarité par les Facteurs d'inflation de la variance (VIF)

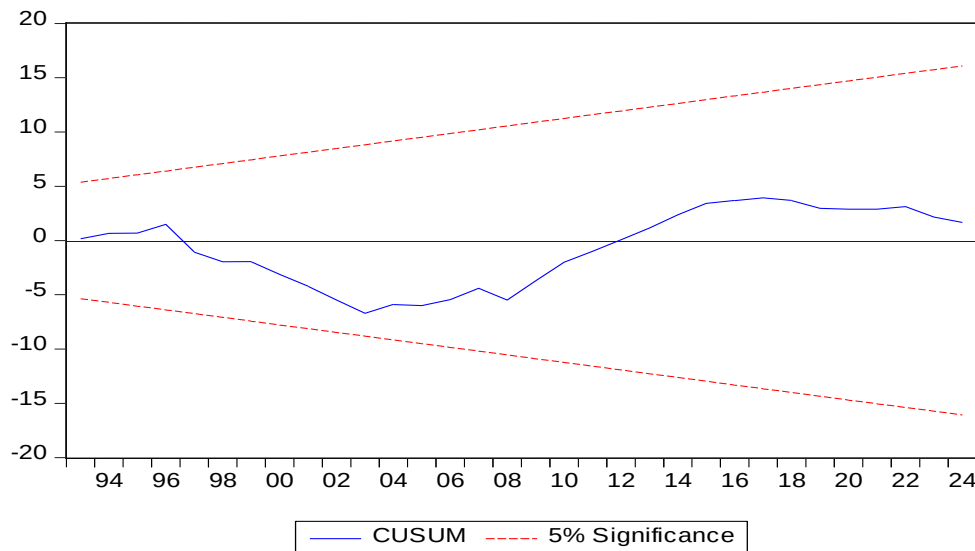
Variable	Coefficient Variance	Uncentered VIF	Centered VIF
CI(-1)	0,0219	493,4898	8,7657
CI(-2)	0,0171	382,7019	6,5173
M3	0,0245	719,9184	3,9969
INF	7,40E-06	1,3780	1,2782
OUV	0,0314	1502,997	2,4788
TPIB	1,98E-05	2,2756	1,2338
TPIB(-1)	2,34E-05	2,6561	1,5302
TPIB(-2)	1,76E-05	2,0676	1,3555
C	0,2910	951,2607	NA

Source : Estimation des auteurs (traitement sous Eviews10).

Le test des facteurs d'inflation de la variance (VIF) a été mobilisé afin de vérifier l'absence de multicolinéarité problématique entre les variables du modèle, condition nécessaire à la fiabilité des estimations et à la stabilité des coefficients. La lecture privilégie ici les VIF centrés, les VIF non centrés étant mécaniquement gonflés par la présence de la constante et donc peu informatifs sur les corrélations entre régresseurs. Les résultats obtenus s'avèrent globalement satisfaisants à l'exception des termes retardés de la variable endogène, dont les valeurs restent contenues [8,77 pour CI(-1) et 6,52 pour CI(-2)], l'ensemble des variables explicatives affiche des VIF nettement inférieurs au seuil critique de 10 communément retenu dans la littérature, voire proches de l'unité. Ainsi, la masse monétaire (3,99), l'ouverture (2,48), l'inflation (1,28) et les

différents termes de la croissance du produit intérieur brut (compris entre 1,23 et 1,53) ne présentent aucun signe de colinéarité excessive. Les valeurs légèrement plus élevées associées aux retards de la variable dépendante demeurent attendues dans une spécification autorégressive de type ARDL, où les niveaux passés du crédit sont naturellement corrélés entre eux, sans pour autant compromettre la qualité de l'estimation puisqu'elles se situent en deçà du seuil d'alerte. On peut dès lors conclure que le modèle ne souffre pas de multicollinéarité de nature à biaiser l'interprétation des coefficients, ce qui conforte la robustesse des résultats et la validité des inférences économiques qui en découlent.

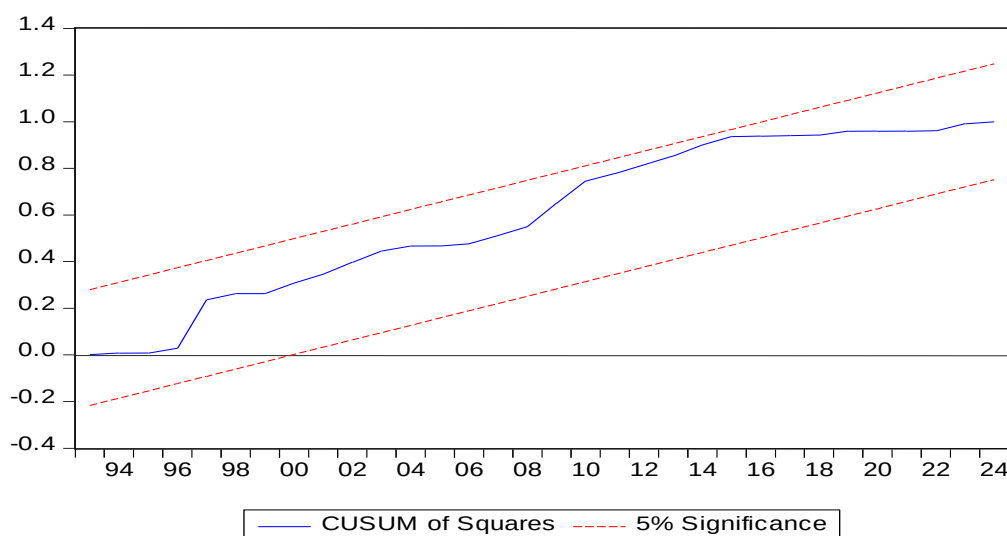
Figure 2 : Graphique du test CUSUM de stabilité du modèle (Residus récursifs)



Source : Estimation des auteurs (traitement sous Eviews10).

Le test CUSUM permet d'évaluer la stabilité des paramètres du modèle sur la période d'étude. L'analyse graphique montre que la courbe du CUSUM évolue entièrement à l'intérieur des bandes critiques au seuil de 5 %. Ce résultat indique l'absence de rupture structurelle significative dans le modèle estimé. Autrement dit, les coefficients du modèle ARDL demeurent stables dans le temps, ce qui suggère que la relation entre les variables explicatives et la variable dépendante est structurellement cohérente sur l'ensemble de la période considérée.

Figure 3 : Le test CUSUM de la somme des carrés des résidus (Residus récursifs au carrés)



Source : Estimation des auteurs (traitement sous Eviews10).

Le test CUSUM des carrés permet d'évaluer la stabilité des paramètres du modèle en tenant compte d'éventuelles variations structurelles liées à la variance des résidus. L'analyse graphique montre que la courbe du CUSUM des carrés évolue entièrement à l'intérieur des bandes critiques au seuil de 5 % sur l'ensemble de la période d'étude. Ce résultat indique l'absence d'instabilité structurelle majeure affectant la variance des erreurs. Ainsi, aucune rupture significative n'est détectée dans la dynamique du modèle, même en présence de fluctuations potentielles.

5. Discussion

Les résultats de la présente étude confirment le rôle central des conditions monétaires dans la dynamique du crédit bancaire fourni au secteur privé au Mali sur la période 1982-2024. L'effet positif et hautement significatif de la masse monétaire, assorti d'une élasticité de long terme supérieure à l'unité (1,17), rejoint les conclusions d'Islam (2022) dans le contexte du Bangladesh et d'Oyebowale et Babatunde (2026) dans le contexte du Nigéria, qui identifient de même une influence positive et déterminante des agrégats monétaires sur l'expansion du crédit de long terme. La particularité de nos résultats tient toutefois à l'ampleur de cette élasticité, supérieure à l'unité, qui traduit une réponse plus que proportionnelle du crédit à la liquidité. Cette sensibilité élevée s'explique en grande partie par le caractère fortement bancarisé du financement de l'économie malienne. En effet, en l'absence de marchés financiers développés (très peu utilisé par les entreprises privé et les ménages au Mali), ou encore d'une carence de diversification des sources de financement, le crédit bancaire demeure le principal canal de financement du secteur privé, de sorte que toute variation de la liquidité disponible se répercute directement et amplement sur l'offre de crédit. Elle renvoie également à l'appartenance du Mali à l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), où la politique monétaire commune conduite par la BCEAO et la gestion centralisée de la liquidité conditionnent étroitement la capacité de refinancement des banques et, partant, leur aptitude à financer l'économie.

L'inflation exerce, quant à elle, un effet négatif et statistiquement significatif sur le crédit, résultat qui contraste avec celui de Kashif et Mohammed (2013), lesquels ne détectaient aucun effet significatif des prix dans le contexte pakistanais. Cette divergence, cohérente avec les explications avancées dans la littérature en termes de différences de contexte macroéconomique et de période d'étude, souligne la sensibilité du système bancaire malien à l'instabilité des prix. Ainsi, dans une économie où la maturité financière reste limitée, la hausse de l'inflation érode la valeur réelle des créances et accentue la prudence des banques, réduisant ainsi le volume réel de crédit octroyé. L'ouverture commerciale présente pour sa part un effet positif, significatif au seuil de 10%, ce qui conforte les résultats d'Islam (2022) pour le Bangladesh, mais s'oppose à l'effet négatif observé par Waleru et Oparaordu (2018) au Nigéria. Cette opposition illustre bien l'idée, déjà soulignée dans la revue, selon laquelle l'effet de l'ouverture n'est pas uniforme et dépend de la structure de l'économie et de son degré d'intégration aux marchés extérieurs. Dans le contexte malien, l'ouverture apparaît davantage comme un facteur de soutien au financement, sans doute par le canal des flux commerciaux et des ressources qu'ils mobilisent. Le résultat le plus singulier concerne la croissance économique, dont l'effet de long terme se révèle positif mais non significatif, tandis que son terme retardé exerce à court terme un effet négatif et significatif. Ce constat s'écarte nettement des travaux d'Olokoyo (2011), de Djiogap et Ngomsi (2012) ainsi que de Kashif et Mohammed (2013), qui identifient une contribution positive et robuste de l'activité réelle au crédit bancaire. Cette spécificité malienne mérite une lecture attentive au regard du contexte structurel et sécuritaire du pays. Le crédit y apparaît en effet davantage piloté par l'offre de liquidité que par le cycle réel de l'activité, ce qui suggère une déconnexion partielle entre la dynamique de la production et celle du financement bancaire. Une telle déconnexion peut être rapprochée des conclusions de Gaibulloev et Younas (2016),

pour qui les conflits internes altèrent le crédit au secteur privé en dégradant les conditions dans lesquelles les banques exercent leur activité. Le contexte sécuritaire fragile que connaît le Mali depuis le début des années 2010 a pu accroître la perception du risque, inciter les établissements à des comportements prudents et affaiblir la transmission de la croissance vers le crédit. À cela s'ajoutent la forte dépendance de l'économie au secteur bancaire et son appartenance à une union monétaire, qui limitent l'autonomie des instruments de financement et renforcent le poids des conditions monétaires communes au détriment des dynamiques réelles nationales.

Au regard de ces résultats obtenus, l'hypothèse H1 n'est que partiellement confirmée. Le rôle moteur de la masse monétaire est nettement établi, celle-ci exerçant un effet positif et hautement significatif sur le crédit, traduisant une réponse plus que proportionnelle. En revanche, la croissance économique n'apparaît pas comme un déterminant significatif à long terme, de sorte que seule la composante monétaire des facteurs envisagés se trouve corroborée. L'hypothèse H2 est, quant à elle, confirmée. En effet, l'inflation exerce un effet significativement négatif sur le crédit, tandis que l'ouverture commerciale l'influence positivement, ce qui atteste de l'incidence effective des conditions macroéconomiques et de l'environnement extérieur sur le crédit bancaire au secteur privé au Mali.

En outre, le mécanisme de correction d'erreur, dont le coefficient se situe strictement à l'intérieur de l'intervalle $[-1 ; 0]$, confirme l'existence d'une convergence monotone et stable vers l'équilibre de long terme, environ 41% du déséquilibre étant résorbé chaque année. Cet ajustement graduel, ni brutal ni oscillatoire, traduit une certaine inertie du crédit bancaire au Mali, cohérente avec le caractère bancarisé et administré de son système financier. En somme, les résultats de la présente étude confirment que, si les grands déterminants macroéconomiques du crédit dégagés par la littérature comme la masse monétaire, l'inflation, l'ouverture et la croissance économique demeurent pertinents, leur intensité et parfois leur sens ne peuvent être pleinement compris qu'à la lumière des spécificités structurelles et institutionnelles propres au Mali, à savoir sa forte dépendance au canal bancaire, son environnement sécuritaire dégradé et son appartenance à l'UEMOA.

Les résultats obtenus invitent par conséquent à plusieurs orientations concrètes. La forte sensibilité du crédit à la masse monétaire, dont l'élasticité de long terme excède l'unité, confirme que le pilotage de la liquidité constitue le levier le plus efficace pour soutenir le financement du secteur privé. Il importe toutefois d'en maîtriser le rythme, cette même amplification jouant symétriquement à la baisse en cas de resserrement. L'effet négatif de l'inflation plaide, quant à lui, en faveur d'une vigilance soutenue en matière de stabilité des prix, condition tangible de l'approfondissement du crédit. Enfin, la faible transmission de la croissance vers le crédit suggère la nécessité de renforcer les mécanismes qui relient l'activité réelle au financement bancaire, notamment par l'amélioration de l'environnement du crédit et la réduction du risque perçu par les établissements.

Cependant, ces résultats doivent néanmoins être interprétés à la lumière d'un certain nombre de limites, qui tiennent autant à la nature des données qu'aux choix de modélisation opérés. En premier lieu, la taille de l'échantillon, contrainte par la disponibilité des séries macroéconomiques annuelles, demeure relativement réduite, ce qui invite à une certaine prudence quant à la portée générale des estimations, même si la spécification ARDL retenue est particulièrement adaptée aux échantillons de faible dimension. En deuxième lieu, l'étude s'est délibérément concentrée sur les déterminants macroéconomiques du crédit et n'intègre pas certaines variables susceptibles d'exercer une influence notable, telles que le risque de crédit, la qualité des institutions ou la stabilité du cadre juridique, dont la revue empirique a pourtant souligné l'importance. L'omission de ces dimensions, en partie imposée par les contraintes de données, ne peut être totalement exclue comme source de biais de variables omises. À cette limite s'ajoute la question de l'endogénéité potentielle de certaines variables explicatives, notamment la masse monétaire et la croissance économique, susceptibles d'entretenir des

relations de causalité réciproque avec le crédit. Si la structure dynamique du modèle ARDL en atténue les effets, elle ne les élimine pas entièrement. Enfin, la robustesse des résultats reste, comme dans tout modèle autorégressif, tributaire du choix des retards, de sorte que des spécifications alternatives pourraient nuancer certaines conclusions.

Une limite d'une autre nature tient au contexte spécifique de la période étudiée à savoir 1982-2024. En effet, la période sous revue est traversée par plusieurs chocs politiques et sécuritaires propres à l'histoire récente du Mali : le coup d'État de 1991, la crise sécuritaire de 2012 et le renversement du pouvoir qui s'en est suivi, puis les transitions institutionnelles successives de 2020 à 2024. Autant d'épisodes dont les répercussions sur le comportement du système bancaire ne sont pas explicitement prises en compte dans la modélisation. Si le test CUSUM ne révèle pas d'instabilité globale des paramètres sur l'ensemble de la période, ce constat de stabilité mériterait d'être conforté par des tests de rupture structurelle plus ciblés, tels que la procédure de Bai-Perron appliquée à ces dates de chocs, afin de vérifier qu'aucune rupture localisée n'affecte la relation estimée. L'absence de prise en compte explicite de l'instabilité institutionnelle et du contexte sécuritaire constitue ainsi une limite qu'il convient de reconnaître, d'autant que la faible transmission de la croissance vers le crédit observée dans nos résultats pourrait précisément traduire l'incidence de cet environnement fragile.

Ces limites ouvrent naturellement plusieurs pistes de prolongement, directement articulées aux résultats obtenus. L'enrichissement du modèle par des variables institutionnelles et sécuritaires indicateurs de qualité des institutions, de stabilité politique ou d'intensité des conflits permettrait de préciser dans quelle mesure la déconnexion entre croissance et crédit relève effectivement du contexte malien. Le recours à des tests de rupture structurelle datés, ainsi qu'à des méthodes tenant explicitement compte de l'endogénéité, renforcerait par ailleurs la robustesse des estimations. Enfin, l'extension de l'analyse à un cadre comparatif au sein de l'UEMOA, ou la mobilisation des données de fréquence plus élevée lorsqu'elles seront disponibles ou le recours à des données de panel bancaire, offrirait un moyen d'élargir la portée des résultats et d'affiner la compréhension des mécanismes par lesquels l'environnement macroéconomique, institutionnel et sécuritaire façonne le financement bancaire du secteur privé.

6. Conclusion

Cette étude s'est proposée d'analyser les déterminants macroéconomiques du volume de crédit bancaire accordé au secteur privé au Mali sur la période 1982-2024, à partir d'un modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL) mobilisant la masse monétaire, le taux de croissance de l'inflation, l'ouverture commerciale et la croissance économique. Les résultats mettent en évidence le rôle prépondérant des conditions monétaires notamment la masse monétaire exerçant un effet positif et plus que proportionnel sur le crédit de long terme, tandis que l'inflation en freine l'expansion et que l'ouverture commerciale y contribue plus modestement. La croissance économique, en revanche, n'apparaît pas comme un moteur robuste du crédit, ce qui suggère une transmission imparfaite de l'activité réelle vers le financement bancaire, sans doute liée au contexte structurel et sécuritaire malien. Le mécanisme de correction d'erreur confirme enfin une convergence stable et graduelle vers l'équilibre de long terme.

Sur le plan théorique, l'étude enrichit la littérature consacrée aux déterminants du crédit en apportant une évidence empirique propre au cas malien, encore peu documenté, et en montrant que l'intensité et parfois le sens des effets macroéconomiques identifiés dans d'autres contextes ne peuvent être pleinement compris qu'à la lumière des spécificités d'une économie fortement bancarisée, membre d'une union monétaire et marquée par une instabilité institutionnelle récurrente. Sur le plan pratique, ces résultats fournissent aux décideurs publics et aux autorités monétaires des repères concrets. Ils invitent la BCEAO à mobiliser ses instruments de pilotage de la liquidité taux directeurs, coefficient de réserves obligatoires, guichets et volumes de

refinancement, accords de classement facilitant la mobilisation des créances bancaires pour soutenir un crédit dont la sensibilité à la liquidité est particulièrement forte, tout en préservant la stabilité des prix. Ils plaident également, au niveau national, en faveur d'un approfondissement de la bancarisation et d'un renforcement de l'infrastructure du crédit, à travers le développement des bureaux d'information sur le crédit, la consolidation de la centrale des risques et l'amélioration des dispositifs de recouvrement et de garantie susceptibles de réduire le risque perçu par les banques.

Ces enseignements doivent toutefois être appréciés au regard des limites de la recherche. La taille relativement réduite de l'échantillon, imposée par la disponibilité des séries annuelles, incite à la prudence quant à la généralisation des résultats. L'analyse s'est en outre concentrée sur les seuls déterminants macroéconomiques, laissant de côté des variables potentiellement influentes telles que le risque de crédit ou la qualité des institutions, dont l'omission ne peut être totalement écartée comme source de biais. Enfin, la période étudiée recouvre plusieurs chocs politiques et sécuritaires majeurs propres au Mali, dont les effets sur le comportement du système bancaire ne sont pas explicitement modélisés, ce qui invite à considérer avec réserve la portée des relations estimées dans un environnement aussi instable.

Ces limites ouvrent autant de perspectives de recherche. L'intégration de données de panel bancaire permettrait d'articuler déterminants macroéconomiques et microéconomiques et d'affiner la compréhension des mécanismes d'octroi du crédit. Le recours à des modèles non linéaires, tels qu'un modèle à seuil, offrirait par ailleurs un moyen de tester l'existence d'effets asymétriques ou de régimes distincts selon le niveau d'inflation ou de liquidité. Enfin, l'incorporation explicite de variables de risque politique et sécuritaire, de même que la mise en œuvre de tests de rupture structurelle ciblés sur les épisodes de crise, constitueraient des prolongements précieux pour saisir plus finement l'incidence de l'environnement institutionnel sur le financement bancaire du secteur privé au Mali.

Références

- (1). Agarwal, I., & Baron, M. (2024). Inflation and Disintermediation. *Journal of Financial Economics*, 160(C), 1-41.
- (2). Anairi, F., & Radi, S. (2017). Sources De Financement Des Petites Et Moyennes Entreprises (PME) Et Contraintes De Survie. *European Scientific Journal*, 13(25), 318-338.
- (3). Anwar, C. J., Suhendra, I., Didu, S., Sayektiyani, A., & Kholishoh, L. N. (2023). The impact of monetary policy and credit risk on bank credit behavior: An analysis of banks listed on the Indonesian stock exchange. *Cogent Economics & Finance*, 11(1), Page 1-18.
- (4). Bamba, A., Togola, M., Maïga, A., & Diawara, D. S. (2023). Effects of Access to Bank Credit on Economic Growth: A Sector-by-sector. *International Journal of Economics, Business and Management Research*, 7(7), 219-238.
- (5). Banque-Mondiale. (2015). Programme d'évaluation du secteur financier, Le secteur de la microfinance. 1-22.
- (6). BCEAO. (2016). séminaire conjoint BCEAO/ATTF sur le thème "Financement des PME : du plan d'affaires au crédit bancaire". 1-3.
- (7). Bernanke, B. S., & Blinder, A. S. (1988). Credit, Money, and Aggregate Demand. *American Economic Review*, 78(2), 435-439.
- (8). Bernanke, B. S., & Gertler, M. (1995). Inside the Black Box: The Credit Channel of Monetary Policy Transmission. *The Journal of Economic Perspectives*, 9(4), 27-48.

- (9). Bernanke, B. S., Gertler, M., & Gilchrist, S. (1999). The financial accelerator in a quantitative business cycle framework. *In Handbook of Macroeconomics, 1*, 1341-1393.
- (10). Bourva, J. L. (1962). Création de la monnaie et multiplicateur du crédit. *Revue économique, 13*(1), 29-56.
- (11). Diamond, D. W. (1984). Financial Intermediation and Delegated Monitoring. *The Review of Economic Studies, 51*(3), 393-414.
- (12). Diouf, N., & Mbenguea, M. L. (2025). Analysis of the Determinants of Bank Lending to Businesses - The Case of Commercial Banks in the WAEMU. *Review of Development Finance Journal, 15*(1), 54-68.
- (13). Disyatat, P. (2011). The Bank Lending Channel Revisited. *Journal of Money, Credit and Banking, 43*(4), 711-734.
- (14). Djiogap, C. F., & Ngomsi, A. (2012). Determinants of Bank Long-term Lending Behavior in the Central African Economic and Monetary Community (CEMAC). *Review of Economics & Finance, Better Advances Press, Canada, 2*, 107-114.
- (15). Doumbia, S. (2011). Surliquidité bancaire et « sous-financement de l'économie : Une analyse du paradoxe de l'UEMOA. *Revue Tiers-Monde, 0*(1), 151-170.
- (16). Engle, R. F., & Granger, C. W. (1987). Co-Integration and Error Correction: Representation, Estimation, and Testing. *Econometrica, 55*(2), 251-276.
- (17). Filardo, A., & Siklos, P. (2018). The cross-border credit channel and lending standards surveys. *Bank for International Settlements, BIS Working Papers 723*, 1-45.
- (18). Gurley, J. G., & Shaw, E. S. (1960). Money in a Theory of Finance.
- (19). Islam, D. (2022). Determinants of domestic bank credit to private sectors in Bangladesh: an empirical investigation. *Journal of Economic Impact, 4*(2), 65-74.
- (20). Johansen, S. (1988). Statistical Analysis of Cointegration Vectors. *Journal of Economic Dynamics and Control, 12*, 231-254.
- (21). Johansen, S. (1991). Estimation and Hypothesis Testing of Cointegration Vectors in Gaussian Vector Autoregressive Models. *Econometrica, 59*(6), 1551-1580.
- (22). Johansen, S., & Juselius, K. (1990). Maximum Likelihood Estimation and Inference on Cointegration-With Applications to the Demand for Money. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics, 52*(2), 169-210.
- (23). Kashif, I., & Mohammed, N. (2013). Determinants of bank credit in Pakistan: A supply side approach. *Economic Modelling, 35*(C), 384-390.
- (24). Keynes, J. M. (1936). The General Theory of Employment, Interest and Money. *Macmillan & Co.*
- (25). Koop, G., Pesaran, M. H., & Potter, S. M. (1996). Impulse Response Analysis in Nonlinear Multivariate Models. *Journal of Econometrics, 74*(1), 119-147.
- (26). Kuma, J. K. (2018). Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto: éléments de théorie et pratiques sur logiciels. *Post-Print cel-01766214, HAL*, 1-55.
- (27). Laoukili, M., & Bouzid, E. A. (2024). Etude de l'impact du financement bancaire sur la performance des entreprises : Cas des entreprises touristiques de la région de l'oriental. *REMES, 9*(1), 208-223.
- (28). Mathonnat, C. (2024). Du développement financier à la dé-financiarisation: enjeux et perspectives de l'analyse empirique des systèmes financiers à l'heure de l'Anthropocène. *Université de Lorraine, tel-04910469, HAL*, 1-133.
- (29). Minsky, H. (1986). Stabilizing an Unstable Economy: The Lessons for Industry, Finance and Government. *Yale University Press*, 513.

- (30). Mishkin, F. S. (2004). The Economics of Money, Banking, and Financial Markets, Seventh Edition. *Pearson Addison Wesley*, 1-679.
- (31). Mishra, P., Montiel, P. J., & Spilimbergo, A. (2012). Monetary Transmission in Low Income Countries : Effectiveness and Policy Implications. *IMF Economic Review*, 60(2), 270-302.
- (32). Niyuhire, P. (2023). Déterminants du refus de financement des Petites et Moyennes Entreprises par les banques commerciales du Burundi. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 6(3), 964-981.
- (33). Nyantaky, E. B., & Sy, M. (2015). Le système bancaire en Afrique : principaux faits et défis. *BAD, Africa Economic Brief*, 6(5), 1-19.
- (34). Olokoyo, F. O. (2011). Determinants of Commercial Banks; Lending Behavior in Nigeria. *International Journal of Financial Research*, 2(2), 61-72.
- (35). Ouedraogo, S. (2017). Déterminants des financements bancaires dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). *REVUE CEDRES-ETUDES*, N°63 *Séries économie*, 120-139.
- (36). Oyebowale, A., & Babatunde, S. A. (2026). Determinants of domestic credit to private sector in Nigeria. *Cogent Business & Management*, 13(1), 1-12.
- (37). Pawo, F. R. (2020). Les déterminants objectifs de l'endettement en contexte de rationnement du crédit : une étude empirique dans les PME camerounaises. *Journal of Academic Finance*, 11(2), 280-292.
- (38). Pesaran, M. H., & Shin, Y. (1995). An autoregressive distributed lag modelling approach to cointegration analysis. *Cambridge Working Papers in Economics* 9514, *Faculty of Economics, University of Cambridge* , 1-24.
- (39). Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds Testing Approaches to the Analysis of Level Relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289-326.
- (40). Pham, T. H. (2015). Determinants of Bank Lending. *Working Papers hal-01158241*, *HAL*, 1-26.
- (41). Plihon, D. (2021). L'intermédiation bancaire : la grande transformation. *Revue d'économie financière*, 0(2), 99-115.
- (42). Rodrigue, N. K. (2020). Crédit Bancaire et Croissance Économique En Afrique Sub-Saharienne: Le Rôle De La Qualité Des Institutions. *Global Journal of Human Social Sciences*, 20(6), 33-46.
- (43). Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit Rationing in Markets with Imperfect Information. *The American Economic Review*, 71(3), 393-410.
- (44). Togola, I., Coulibaly, M. A., & Ballo, I. (2025). Conditions d'accès au financement bancaire des PME au Mali : cas des entreprises de construction. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 8(3), 121 - 142.
- (45). Waleru, A. H., & Oparaordu, B. (2018). Determinants of Commercial Banks Credit to the Domestic Economy in Nigeria: Examinations of Dynamics Principles. *Indian Journal of Finance and Banking*, 2(2), 26-41.